

En ce début d'année 2022 et à quelques mois de la campagne présidentielle, le constat d'une ascension fulgurante de l'extrême droite depuis quatre décennies dessine pour la France un bien obscur avenir. Selon la stratégie du roi Macron il est encore envisageable que l'extrême droite n'arrive dans l'urne qu'à la deuxième position, laissant ainsi penser qu'il demeure le seul choix raisonnable face à la peste brune.

POUR AUTANT NE NOUS Y TROMPONS PAS, L'EXTRÊME DROITE EST DÉJÀ L'IDIOT UTILE, LE LABORATOIRE, CELUI QUI LANCE LES BALLONS D'ESSAI QUE LES GOUVERNEMENTS DE L'UNION EUROPÉENNE ADOPTERONT S'IL N'Y A PAS DE MOUVEMENTS SOCIAUX REVENDICATIFS.

La droite populiste, de Le Pen à Zemmour en passant par Ciotti, nous propose un modèle de société « idéal » où régnerait la sécurité : tout serait « en ordre », entendons dans l'ordre social, économique, politique antérieur : « chacun chez soi ». Les Belges en Belgique, les étrangers dans leur pays, les patrons à la tête de leur usine, les ouvriers dans leurs quartiers, les pauvres avec les pauvres, les femmes à la maison : ainsi, il n'y aurait plus de chômage, plus de délinquance, plus de perturbations...(qui peut y croire ?)

En tête d'argumentaire de ce programme surréaliste des phrases types : « Il n'y a pas de place pour tout le monde », avec le sentiment conséquent d'insécurité, voire même de danger. Lorsque le sentiment d'insécurité est présent, la différence n'apparaît plus comme une richesse, mais comme une menace supplémentaire. Et c'est sur ce sentiment d'insécurité que la droite populiste et l'extrême droite s'appuient pour développer leurs idéologies.

L'EXTRÊME DROITE NE PROPOSE RIEN, ELLE SE TAPIE DANS LA DECEPTION POLITIQUE, LA SOUFFRANCE ET LA COLÈRE SOCIALE POUR REJAILLIR DANS UNE HAÏNE DIRIGÉE CONTRE CEUX ET CELLES QU'ELLE LEUR A PRÉSENTÉ COMME COUPABLE - POUR MIEUX ASSEDIR SON POUVOIR.

Les grands thèmes sont toujours les mêmes, nous les connaissons de par leurs surmédiatisations de *BFMTV* à *Valeurs Actuelles*, de *CNews* au *Point*, stigmatisation d'une religion, déchéance de nationalité, état d'urgence, mais également fermeture des frontières aux réfugiés et criminalisation des faits de solidarité. Cette idée de « la France » dont se réclame l'extrême droite, celle de Bonaparte et de Jeanne d'Arc et qui serait menacée d'extinction ne reflète pas la réalité. Elle ne sert qu'à un nationalisme exacerbé qui s'appuie sur la frustration individuelle ou sociale et cherche à nous enrôler dans des délires complotistes.

Le fascisme de l'extrême droite c'est banaliser le mépris pour la dignité humaine au point d'exonérer les politiques d'une conscience écologique, solidaire, humanitaire. Sous couvert d'arguments pseudo-économiques ou pseudo-culturels, les foules acceptent dans l'indifférence que leurs gouvernements laissent périr des personnes en Méditerranée. L'extrême-droite brandit la disparition d'une civilisation qui n'existe pas pour légitimer cette violation des droits de l'Union Européenne.



NOTRE MÉTISSAGE FAIT NOTRE RICHESSE. La France, comme le reste des pays au monde, est issue de ceux et celles qui l'habitent, y travaillent, y trouvent refuge, y aiment, y vivent et y meurent avec leurs différentes trajectoires.

MAIS QUEL RAPPORT ENTRETIENT L'EXTRÊME DROITE AVEC LE MONDE DU TRAVAIL ET NOTRE SYNDICALISME ?

En moyenne nous passons huit heures par jour sur notre lieu de travail. Nous y acquérons, malgré nous, des schémas de comportements et des attitudes qui impriment leur marque sur l'ensemble de notre vie hors travail. Or, il existe une contagion de la passivité et de l'obéissance entre le travail et le politique. Embrasser les idées de l'extrême droite ce n'est pas un engagement c'est une soumission, à un chef, à une figure autoritaire. Si l'on reste soumis dans son

travail, même deux heures par jour, on demeure soumis en dehors. L'organisation du travail doit devenir une question pleinement politique. Aujourd'hui, elle est enfermée dans une sphère privée, celle de l'entreprise. Il y a bien le Code du travail, mais il est mal en point. Pourtant, l'organisation actuelle du travail écrase les travailleuses et travailleurs, menace la vie sur la planète et encourage l'intolérance -terreau de l'extrême droite. N'oublions pas que les mêmes personnes stigmatisées pour leur couleur de peau ou leur appartenance religieuse supposée exercent les emplois souvent pénibles (ménage, gardiennage, BTP, ubérisation). Le capitalisme a moins de scrupules pour les exploiter...

SI LA DEMOCRATIE AU TRAVAIL N'EST PAS COMPATIBLE AVEC LA DICTATURE DES ACTIONNAIRES ELLE NE L'EST PAS NON PLUS AVEC CELLE DE L'EXTRÊME DROITE.

Malgré l'habillage « social » dont il les revêt, les préoccupations de l'extrême droite sont éloignées des réalités des travailleurs et travailleuses. L'extrême droite revendique la suppression du compte pénibilité, le « relèvement du seuil social de 50 à 100 salariés » et la limitation du « monopole syndical ». Sans compter le discours sur la retraite à 65 ans, le gel du SMIC, la suppression de centaines de milliers de fonctionnaires, le tout nucléaire ! Social tout ça ? En d'autres termes les grands discours qui se veulent « proche du peuple » ne sont que de l'imposture sans une once de projets pour contrecarrer l'exécutif actuel, ni même les démantèlements successifs des services publics (santé, justice, éducation). L'extrême droite dénie notre droit à nous organiser et à mener des actions collectives.



L'EXTRÊME DROITE REJETTE LES STRUCTURES COLLECTIVES PARCE QU'ELLES PERMETTENT L'EMANCIPATION DES INDIVIDUS, ELLE LUI PREFERE UN POUVOIR DISCIPLINAIRE PATRONAL.

Ne nous laissons pas avoir par l'absence de perspectives politiques claires offrant un projet alternatif crédible et saisissable par le plus grand nombre, ni par desthories sulfureuses aux chiffres faux et aux faits historiques détournés uniquement dans le but d'instaurer une dictature culturelle, morale, un autoritarisme qui sévirait dans le monde du travail comme dans celui de la sphère privée.

A Solidaires nous pensons qu'il y a de la place pour tout le monde et nous avons des solutions concrètes pour que chacun et chacune bénéficient d'une meilleure répartition des richesses.

- **PARTAGE DU TEMPS DE TRAVAIL** : la réduction du temps de travail et son passage à 32 heures permettrait de réduire le chômage de manière pérenne tout en permettant à chacun-e de conserver son pouvoir d'achat.
- **UN SALAIRE MINIMUM REVU ET DES SALAIRES AUGMENTÉS DANS LE PRIVÉ ET LE PUBLIC** : reprendre le fruit des richesses que nous produisons est une clé de voute de l'émancipation. Les inégalités de salaires participent à cantonner des populations dans des lieux où la délinquance ou le fondamentalisme prospèrent.
- **L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES** dès le recrutement et l'embauche et une égalité pour la formation et l'évolution de carrière avec des formations professionnelles favorisant la mixité dans les métiers et dans les postes occupés.
- **UN ACCÈS UNIVERSEL À LA SANTÉ, À L'ÉDUCATION, AU LOGEMENT ET AUX DROITS SOCIAUX.**

En remettant du sens dans des emplois utiles pour la collectivité, en revalorisant le pouvoir d'achat de chacun et chacune d'entre nous (et en faisant la chasse à la délinquance fiscale des paradis fiscaux), en interrogeant nos pratiques de consommation et de production dans la perspective de protéger l'environnement, nous combattons les idées réactionnaires, le nationalisme et le populisme. Quelle type de population a du mal à trouver un emploi qualifié, un logement décent, est contrôlée au faciès ? Si ce n'est pas vous, c'est que ce sont d'autres...

REFUSONS DE LAISSER LA PLACE AUX IDÉOLOGIES TOTALITAIRES ! COMBATTONS L'EXTRÊME DROITE !

ENSEMBLE CRÉONS UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE : UNE SOCIÉTÉ DONT ON PEUT ÊTRE FIER DE PAR SA SOLIDARITÉ, SON HUMANITÉ, SES SERVICES PUBLICS, LA DÉFENSE DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE VIE